



MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

Liberté
Égalité
Fraternité

LES CONTRATS DE TRANSITION ÉCOLOGIQUE : COMMENT ALLER PLUS LOIN ?

Fiche 3.3

Construire une recyclerie ou une ressourcerie



Contrat de
Transition
Écologique

UN ÉTAT DES LIEUX DE LA SITUATION

Les structures de réemploi et de réutilisation des produits de la vie quotidienne concourent aux objectifs nationaux et internationaux de prévention des déchets. Elles contribuent ainsi à quatre fonctions, à savoir la collecte, la valorisation, la vente et la sensibilisation. Ces structures sont à la fois des éléments du tissu environnemental du territoire et des lieux d'emploi et d'activité non-délocalisables. On y distingue les **ressourceries**, qui répondent à un cahier des charges précis et sont regroupées au sein d'un réseau national, et les **recycleries**, qui se caractérisent par une collecte spécialisée.

Ces structures intègrent à la fois le marché de l'économie conventionnelle (dépôts-ventes, brocanteurs ou revendeurs) et le marché de l'économie sociale et solidaire. Elles sont désignées comme de vraies parties prenantes du Programme national de prévention des déchets 2014-2020 et leur création est encouragée dès qu'elles répondent à un besoin territorial.

La loi n°2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique et la croissance verte en fait ainsi des outils pour l'atteinte de deux objectifs nationaux : la réduction de 10% de la quantité des déchets ménagers et assimilés (DMA), produits par chaque habitant d'ici 2020, et la valorisation de 70% des déchets non dangereux du BTP d'ici 2025.

Ces objectifs ont été rehaussés par la loi n°2020-105 du 10 février 2020 relative à la lutte contre le gaspillage et à l'économie circulaire. Elle prévoit ainsi un objectif de réduction des déchets ménagers et assimilés (DMA) de 15% d'ici 2030, la fin des emballages à usage unique à horizon 2040.

Pour atteindre ces objectifs, les recycleries et ressourceries organisent la collecte des produits réemployables par différents moyens : collecte en déchetterie, chez l'habitant, etc. La loi du 10 février 2020 prévoit pour les EPCI d'établir **des conventions ou des contrats avec les acteurs de l'ESS et de l'économie circulaire** qui en font la demande afin que ces derniers récupèrent en déchetterie des produits réparables ou en bon état. Ces déchetteries doivent également prévoir une zone de réemploi. Les produits sont ensuite nettoyés, réparés au besoin, voire transformés, puis remis en vente.

Afin de favoriser le développement et le financement de ces activités, la loi du 10 février 2020 oblige à la mise en place, au sein des filières de responsabilité élargie des producteurs, d'un fonds de réemploi et d'un fonds de réparation, abondés par les producteurs.


QUEL PLAN D'ACTIONS POUR VOTRE TERRITOIRE ?

■ 1^{re} étape : réaliser un diagnostic du territoire et définir un projet

Chaque territoire est unique, tant en production de déchets réemployables, qu'en besoins de produits souhaités par les habitants. Il convient ainsi de débiter tout travail par un diagnostic de terrain sur les spécificités du bassin de vie (typologie de population, type d'activités), les modes de gestion des déchets du territoire, ainsi que la géographie des acteurs existants.



Après une étude des besoins de son territoire, le Pays de Montbéliard Agglomération a décidé la création d'une recyclerie territoriale. Pour plus d'informations, cliquez ici.

 **Vincent Dangel**, responsable service social d'Ensemble Défi vincent.dangel@ensemblier-defi.fr 06 84 83 04 74

Le projet de recyclerie ou de ressourcerie nécessite ensuite de se doter d'une structure juridique et d'être concerté avec les collectivités à compétence « déchets » et avec les citoyens.

Il convient ainsi d'étudier les conditions de faisabilité économique, organisationnelle et technique du projet, par exemple en faisant appel à un consultant ou un bureau d'études. La rédaction du cahier des charges est une étape importante, mais l'Ademe tient à votre disposition un [modèle de cahier des charges](#) et d'autres ressources disponibles (retours d'expériences, outils et méthodes) sur le site [OPTIGEDE® de l'Ademe](#).




Les recycleries sont souvent fondées sur l'engagement de citoyens, qui apportent chaque jour leurs objets, qui participent bénévolement au sein de leur gouvernance ou de leurs ateliers. Ils sont ainsi des acteurs à la fois des solidarités et de l'économie circulaire. Leur consultation est un prérequis à l'établissement d'un tel projet.

■ 2^e étape : trouver un lieu et mettre en œuvre les 4 fonctions

La recherche d'un local est une étape cruciale de votre projet, car son emplacement, sa dimension et sa surface conditionneront son activité et ses capacités. Deux possibilités s'offrent à vous : opter pour le marché de l'occasion (c'est-à-dire créer une activité économique à partir des produits revendus) ou pour le marché du réemploi solidaire (c'est-à-dire offrir sans contrepartie les produits réparés).




La Communauté de communes Cœur Haute Lande a décidé de revitaliser une ancienne friche industrielle en y implantant sa recyclerie. Elle bénéficie ainsi de la desserte de l'ancienne zone désaffectée. Pour en savoir plus, cliquez ici

 **Patrick Sabin**, VP de la Communauté de communes Cœur Haute Lande p.sabin@escource.fr 06 20 54 36 27

Vous devez alors programmer chacune des quatre actions de votre projet en vous posant les bonnes questions : la collecte (qui apporte et qui emporte ?), la valorisation (quel traitement du déchet acquis, quel nettoyage, quelle réparation, quelle séparation des composants et dans quelles conditions ?), la vente (quel modèle économique ?) et la prévention et la sensibilisation (quelle utilisation de votre plateforme pour faire de la pédagogie auprès de vos clients et des citoyens de votre territoire ?).



Le Territoire de la Côte Ouest à La Réunion a décidé de faire de sa recyclerie un tiers-lieu dédié aux actions écologiques et à l'éducation au développement durable. Pour en savoir plus sur leur projet, cliquez ici.

 **Julien Gaillot**, président des Rencontres alternatives contact@les-rencontres-alternatives.com 06 92 59 69 27

QUELS ACTEURS POUR VOUS ÉPAULER ?

Tout au long de votre projet, [l'Ademe](#) est l'acteur incontournable pour vous aider. Elle peut vous [conseiller](#), [vous orienter vers des partenaires locaux](#) (réseaux et acteurs ressources du réemploi) et vous apporter un financement pour vos études de faisabilité, voire vous accompagner par une subvention d'investissement, si vous faites l'acquisition d'équipements propres au fonctionnement de la recyclerie.

L'association Amorce est aussi un partenaire de taille et tient à jour une [boîte à outils](#) sur le sujet.

[Les chambres régionales de l'économie sociale et solidaire \(CRESS\)](#) peuvent également apporter un accompagnement aux porteurs de projet dans le cadre de leur projet de recyclerie.



**MINISTÈRE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE
ET SOLIDAIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*